

SYNTHÈSE

En 2007, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord¹ (MENA) a connu une croissance de 5,7 % en moyenne. Cette année 2007 a été la cinquième année consécutive où la région a connu une croissance de plus de 5 %, dépassant les niveaux qui avaient été atteints dans les années 90 et début 2000. Cette période d'essor a été possible dans le contexte d'un environnement externe qui a été marqué par trois développements majeurs : l'augmentation continue des prix des hydrocarbures, la turbulence des marchés financiers internationaux suite à l'importante baisse des valorisations du marché des titres adossés à des créances hypothécaires, et l'augmentation importante du prix des matières premières hors pétrole, en particulier les produits alimentaires. Ces développements ont touché les diverses économies de la région MENA et ce, de différentes manières. Cependant, en moyenne, la région s'est bien débrouillée, enregistrant une croissance solide et des équilibres externes et budgétaires confortables. On s'attend à un essor similaire dans les trois années à venir. Les prix du pétrole resteront soutenus, ce qui conduira à des niveaux élevés d'investissements sur le plan national et international et d'envois de fonds. Les prix des produits alimentaires devraient également rester élevés. Étant donné que la plupart des pays de la région subventionnent les produits alimentaires et l'énergie, cela conduira à des pressions fiscales pour la plupart d'entre eux. Cependant, on ne s'attend pas à ce que de telles pressions étouffent la croissance économique, laquelle continuera d'être axée autour de niveaux d'investissement élevés. La turbulence financière mondiale et un possible ralentissement de la croissance dans les pays de l'OCDE sont susceptibles d'être compensés par de fortes dépenses continues de la part des pays exportateurs et par une croissance dynamique de la part de la Chine et de l'Inde.

¹ La région regroupe les économies *pauvres en ressources et riches en main-d'œuvre* (République arabe d'Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie, Liban et Djibouti) ; les économies *riches en ressources et en main-d'œuvre* (Algérie, République islamique d'Iran, Irak, République arabe syrienne et Yémen) ; et les économies *riches en ressources et importatrices de main-d'œuvre* (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Libye, Qatar, Oman et Bahreïn).

Évolutions et perspectives économiques

Distribution de la croissance dans la région. En 2007, le taux de croissance du PIB a été distribué presque équitablement sur l'ensemble des sous-groupes de la région. Pour les économies pauvres en ressources et riches en main-d'œuvre, la croissance de la production a atteint 5,4 % en 2007 contre 6,3 % en 2006. Cependant, à l'exception du Maroc qui a souffert d'une année supplémentaire de sécheresse, le PIB a augmenté ou égalisé son niveau de 2006 dans toutes les autres économies du sous-groupe. Le PIB par habitant a diminué à 3,8 % au cours de l'année, restant encore au-dessus de son niveau de 2,6 % au cours de la période 2000-2004.

Une croissance continue des recettes d'hydrocarbures, quoique réduite par rapport aux années précédentes, a soutenu la croissance des exportateurs de pétrole. Les développements pour le groupe des économies riches en ressources et en main-d'œuvre sont dominés par les producteurs clés d'hydrocarbures que sont l'Iran et l'Algérie. La croissance du PIB des pays riches en ressources et en main-d'œuvre est passée de 4,5 % à 5,7 % au cours de l'année 2007 en raison d'un rebond de la production en Iran et en Algérie. La croissance a connu un recul dans les pays restants appartenant à ce groupe, notamment en Syrie. En cohérence avec les améliorations réalisées dans la production du groupe, le PIB par habitant a progressé de 3,6 % au cours de l'année, ce qui est au-dessus de sa tendance à long terme. Dans les pays riches en ressources et importateurs de main-d'œuvre, les développements ont été mitigés. La croissance du PIB a chuté au cours de l'année en passant de 6,2 % à 5,8 %, étant donné que la production de pétrole brut a connu une baisse considérable de 4,3 %.

Bien que la région s'en soit bien sortie par rapport à son passé, on ne peut pas en dire autant lorsque l'on fait la comparaison avec d'autres régions. Par exemple, la croissance de 3,7 % du revenu par habitant en 2007 équivaut à presque deux points de pourcentage de plus que les niveaux qui avaient été atteints à la fin des années 90. Cependant, ce taux reste en dessous de celui que les autres pays développés dans le monde ont atteint. Cela suggère que la région devra continuer à être attentive à son programme de réformes structurelles afin de garantir des progrès soutenus dans un monde plus concurrentiel.

Le changement des sources de croissance. Les sources de croissance dans la région MENA ont connu un changement au cours de la décennie ; les contributions positives nettes modestes à la croissance par les exportations nettes ont évolué en une situation où la source a dérapé pour afficher une position négative, et les gains du PIB ont été plus qu'axés sur la demande nationale. Cette demande a été financée à son tour par les recettes d'hydrocarbures canalisées par les débours du gouvernement dans les économies riches en ressources et encouragées par les dépenses du gouvernement, les envois de fonds importants par les travailleurs émigrés et l'augmentation des flux d'IED dans les économies des pays pauvres en ressources. L'investissement intérieur brut est devenu le moteur premier de la croissance, augmentant les contributions à la croissance du PIB de 3,9 points en 2006 à 6,1 points en 2007, ce qui laisse entrevoir de bonnes perspectives d'avenir.

L'impact de la turbulence financière mondiale. Dans la Région MENA, l'étendue de la turbulence financière mondiale semble, pour l'instant, avoir été limitée. Bien qu'initialement, les marchés d'actions dans la région aient eu tendance à suivre la voie des marchés émergents en tant que groupe (indice MSCI EM), les pays du CCG, l'Égypte et le Maroc ont dépassé cet indice au cours de l'automne 2007 et début 2008. Les marges sur les obligations d'État ont grimpé, mais conformément à ce qu'ont connu tous les pays développés, l'augmentation de ces marges a reflété la baisse des rendements des bons du Trésor américain (fuite vers la qualité), de telle manière que les rendements souverains de la région MENA sont très largement restés inchangés. De plus, il semble que les développements de l'immobilier dans les pays du CCG ont été très peu touchés par les changements survenus dans l'environnement financier international, bien qu'un resserrement des critères de crédit puisse entrer en scène dans les années à venir.

L'impact de l'augmentation du prix du pétrole. L'accélération des prix mondiaux du pétrole au cours de l'année 2007, qui ont atteint des records jamais vus à plus de 100 dollars par baril début 2008, continue d'être un facteur important dans les développements de la région MENA. Les prix du pétrole ont augmenté de 78 % au cours de l'année 2007, passant de 54 dollars par baril au début de l'année à 94,50 dollars par baril au 31 décembre.² Les prix ont été en moyenne de 71 dollars par baril sur l'année, soit une augmentation de 10,5 % en moyenne en 2006. Étant donné les projets de production et d'exportation des producteurs de pétrole de la région MENA, les revenus d'exportation de pétrole brut et de produits raffinés ont connu une augmentation de 11,6 % au cours de l'année, passant de 577 milliards de dollars à 632 milliards de dollars

² Le cours moyen du pétrole utilisé par la Banque mondiale consiste en une moyenne simple des cours des différents bruts Brent, Dubaï et WTI (au comptant).

(y compris l'Iraq). Ceci contraste avec l'augmentation de 27 % des recettes de pétrole en 2006, qui sont montées à 122 milliards de dollars, et souligne le fait que la production dans la région connaît un repli, soit à cause des limites de capacité contraignantes, soit en raison de la production qui doit être gérée de manière à rester en harmonie avec les quotas convenus par l'OPEP dans de nombreux pays. Cependant, l'augmentation de 55 milliards de dollars des recettes des exportations semble être suffisante pour soutenir les programmes de dépenses gouvernementaux, tout en permettant une accumulation supplémentaire modérée dans les réserves internationales et les contributions aux Fonds d'État (« Sovereign Wealth Funds ») de la part de nombreux pays.

L'impact de l'augmentation des prix des produits alimentaires. L'importante augmentation du prix des céréales de base telles que le riz et le blé a des impacts différents selon les pays. Les pays à faible revenu qui sont des importateurs de produits alimentaires relativement importants (en termes de proportion entre importations et consommation) sont à haut risque : Djibouti et le Yémen en sont deux exemples. Au Yémen, l'inflation du prix des produits alimentaires a dépassé 20 % en 2007, et reste la plus élevée de la région. D'autres facteurs à risques incluent la proportion des dispositifs alimentaires dans les dépenses des populations aux revenus les plus faibles d'un pays. Les pays tels que l'Égypte et le Yémen sont parmi les plus vulnérables étant donné que les deux quintiles les plus pauvres de leurs populations dépensent plus de 50 % de leur budget dans la nourriture. Il n'est pas surprenant que l'Égypte et le Yémen aient connu des épisodes de conflit social ces derniers mois. D'autres pays ont également ressenti la pression des augmentations du prix des produits alimentaires directement au niveau des budgets nationaux étant donné qu'ils subventionnent les produits alimentaires de base. Ainsi, des pays comme l'Égypte, l'Iran, la Jordanie et la Syrie ont vu les subventions des produits alimentaires s'élever à environ 4 % (en Égypte) et 8 % (en Iran) de leurs budgets en 2007. Dans les pays du CCG, les augmentations des prix des produits alimentaires se sont principalement traduites par une inflation.

Les investissements directs étrangers. Les investissements directs étrangers (IDE) ont continué à façonner la croissance observée au cours de l'année, en complétant et en amplifiant les débours des investissements privés. Les IDE ont continué à affluer à des niveaux élevés, 45 milliards de dollars environ, légèrement en baisse par rapport au record de 52 milliards de dollars enregistré en 2006. Contrairement aux périodes 2000-2004, lorsque les IDE ont été distribués de manière plus uniforme, trois pays ont attiré l'essentiel des flux à partir de 2005. L'Arabie saoudite, l'Égypte et les Émirats arabes unis sont maintenant les plus grands bénéficiaires d'IDE de la région, ce qui représente plus de la moitié des flux d'IDE vers la région. Les pays du CCG génèrent également des

sorties d'IDE saines, dont certains, à juste au-dessus de 10 %, circulent dans d'autres pays au sein de la région.

L'inflation. L'inflation a augmenté à l'échelle mondiale et la région MENA n'a pas été épargnée par ces développements. Les deux principales causes de cette situation sont l'augmentation des coûts de l'énergie et des produits alimentaires. Des prix s'élevant à plus de 100 dollars le baril pour le pétrole ont augmenté les coûts aussi bien de l'essence que du mazout ou du kérosène. De plus, la hausse spectaculaire des prix des produits alimentaires (principalement les céréales, les matières grasses et les huiles) est directement liée aux coûts des engrais plus élevés (énergie), à la hausse massive de l'utilisation des céréales et des matières grasses pour les biocarburants et à la réduction des surfaces utilisées pour l'alimentation et les produits alimentaires. Il se peut que l'inflation plus élevée liée à ces ressources dure encore quelques années. C'est un élément qui suscite une inquiétude croissante et qui a des conséquences directes importantes pour les décideurs de la région MENA, en particulier pour les pays importateurs de produits alimentaires.

Les perspectives de croissance. Un certain nombre de facteurs sont susceptibles de façonner le profil de la croissance dans la région MENA à moyen terme. On anticipe un allègement de la demande des pays industriels en 2008, principalement aux États-Unis. Cette situation sera accompagnée de prix du pétrole toujours plus élevés à l'échelle mondiale, liés à une forte demande dans les pays émergents et à des restrictions de l'offre. Les exportateurs de pétrole bénéficieront un temps de cette hausse et soutiendront la croissance régionale à un rythme rapide de 5,9 % en 2008. Les prix des produits alimentaires resteront élevés, mettant la pression sur les équilibres budgétaires et externes de nombreux pays de la région MENA importateurs de produits alimentaires.

Lorsque l'environnement mondial se stabilisera d'ici 2009 et 2010, la région MENA devrait être capable de maintenir une forte croissance de respectivement 5,6 et 5,3 %, avec des gains par habitant de 3,3 % en moyenne en 2010. Les conditions nationales varieront nettement d'une économie à l'autre dans la région. De plus, le flux des développements lié aux tensions continues dans la région affectera le niveau de confiance des investisseurs à l'échelle mondiale et régionale. Cependant, dans l'ensemble, les pays de la région MENA disposent de perspectives positives et de l'opportunité de faire avancer des réformes, et se trouvent dans une meilleure position pour garantir une

croissance soutenue et créer des emplois dans cet environnement de concurrence mondiale.

Les développements de l'intégration régionale

L'augmentation du prix des hydrocarbures ces dernières années a ravivé l'intérêt d'une intégration intra-régionale comme moyen de partager la prospérité au sein de la région. Dans ce cas, on ne voit pas seulement l'intégration comme une série d'accords commerciaux mais aussi comme un ensemble de mécanismes gouvernant le flux de main-d'œuvre, de capitaux et d'investissements.

Le commerce. En ce qui concerne l'intégration du commerce, la région ne manque pas d'accords formels. Beaucoup d'accords intra-régionaux ont été signés ces dernières décennies, et au moins un accord global au niveau géographique, la Zone arabe de libre-échange (Pan Arab Free Trade Agreement ou PAFTA) est en cours de mise en œuvre. Cependant, l'impression générale est que le commerce intra-régional est faible comparé au potentiel et aux niveaux élevés que connaissent les zones économiques dans le reste du monde. Par exemple, les exportations de marchandise intra-régionales entre les membres de la PAFTA représentent environ 9 % des exportations totales de la zone. C'est beaucoup moins que les niveaux atteints par des zones telles que l'ALÉNA et l'ANASE bien que l'on puisse les comparer aux niveaux atteints par des zones comme le MERCOSUR et le COMESA.

Les faibles niveaux du commerce intra-régional peuvent être en partie expliqués par le manque de complémentarité entre les structures de la production et du commerce au sein de la région. Les indices de complémentarité bilatérale montrent que la parité entre les importateurs et les exportateurs au sein de la région est faible d'une manière générale, et reste considérablement au-dessous du niveau que l'on peut trouver dans les communautés régionales établies. D'autres obstacles, provoqués par des choix politiques, incluent les niveaux inégaux de protection des importations (taux des droits à l'importation largement différents), les niveaux élevés des obstacles non tarifaires et la médiocrité de la logistique (comprenant les dispositions douanières, de port et de transport). Tandis que la plupart des accords commerciaux mettent l'accent sur les réductions réciproques des droits à l'importation, les études montrent que la suppression des obstacles non tarifaires et l'amélioration de la logistique fourniraient, à ce stade, de plus amples moyens de subsistance à la région MENA.

La mobilité de la main-d'œuvre. La région MENA est plus intégrée sur le plan de la mobilité de la main-d'œuvre que sur le plan du commerce et de l'investissement. Tandis que la part des flux commerciaux mondiaux de la région MENA se situe en dessous de 5 %, un sixième de toutes les sommes payées aux migrants dans le monde provient de la région MENA, et un dixième des envois de fonds est reçu par des résidents des pays de cette région. Ces dernières années, le boom pétrolier a conduit à l'augmentation de la migration vers les pays exportateurs de pétrole, bien que cette tendance soit limitée par le désir, dans ces pays, de réserver la plupart de leurs emplois à leurs ressortissants et par la concurrence des emplois disponibles constituée par les migrants venus des pays d'Asie du Sud et du Sud Est. Les flux de migration devenant plus importants, on peut s'attendre à ce que les envois de fonds augmentent, ce qui renverserait par conséquent la tendance observée au cours de la décennie passée dans plusieurs pays de la région MENA. Actuellement, les couloirs d'envois de fonds intra-régionaux les plus actifs restent ceux des pays du CCG avec ceux du Mashreq, des pays du CCG avec l'Égypte et le Yémen, et entre les pays du Mashreq (la Cisjordanie, Gaza et la Jordanie). La part des envois de fonds provenant des pays de la région MENA est minime en ce qui concerne les pays du Maghreb, mais domine dans le cas de l'Égypte et du Yémen, représentant également une part élevée des envois de fonds des pays du Mashreq.

Les flux de capitaux. Deux tendances dessinent le contexte actuel des flux de capitaux intra-régionaux. Tout d'abord, sur le plan de la demande, un certain nombre d'économies auparavant dominées par le secteur public s'ouvrent et s'engagent dans une série de réformes structurelles. Deuxièmement, sur le plan de l'offre, une forte liquidité due au boom pétrolier est disponible dans les pays du Golfe, et les investisseurs recherchent des opportunités dans le monde entier. Le montant du capital qui circule réellement au niveau intra-régional dépend des développements réglementaires appliqués aux banques, aux bourses et aux investissements étrangers.

En ce qui concerne le secteur bancaire, l'augmentation des liquidités a contribué à l'essor des dépôts bancaires au sein de la région MENA. Actuellement, les investisseurs des pays du CCG achètent ou montrent un intérêt pour le secteur bancaire des marchés n'appartenant pas au CCG, à cause de la hausse du potentiel sur la plupart de ces marchés. Cependant, au sein des pays du CCG, des obstacles existent toujours entre les États membres, et le cadre réglementaire n'est pas propice aux investissements entre les pays du CCG dans le secteur. La situation est similaire pour les marchés boursiers. La capitalisation boursière dans la région MENA n'a augmenté que de 13 % du PIB il y a

dix ans à 50 % en 2005. Cependant, des obstacles et des restrictions sur les comptes de capitaux continuent à nuire profondément à l'intégration du marché des capitaux, et les marchés boursiers restent faibles en ce qui concerne le commerce et la participation.

En ce qui concerne les investissements intra-régionaux, la situation est prometteuse. L'amélioration du climat commercial dans certains pays de la région MENA, associée à la libéralisation économique et au développement de la privatisation, ont contribué à accroître les investissements intra-arabes. Les investissements basés sur des projets ciblent des pays comme la Syrie, la Tunisie, le Liban et l'Égypte, couvrant divers secteurs tels que les télécommunications, l'immobilier, le tourisme et les institutions bancaires et financières.

Les liaisons d'infrastructure intra-régionales. La région devient plus intégrée grâce à des projets d'infrastructure transfrontaliers en matière d'énergie, de transport et de télécommunications. Avec le soutien de l'Union Européenne, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie se sont lancés dans l'établissement d'un marché du gaz régional qui sera à long terme intégré au marché du gaz interne de l'Union Européenne. De même, des mesures positives ont été prises en ce qui concerne l'interconnexion de réseaux électriques dans la région, même si le commerce de l'énergie entre les pays reste limité aux situations d'urgence. Dans le secteur du transport, le programme d'intégration est encadré par deux accords internationaux : l'Accord des routes internationales dans le Mashreq arabe (« International Road Agreement ») et l'Accord sur un réseau ferroviaire international (« International Railways Agreement ») dans le Mashreq arabe. Dans le domaine des télécommunications, l'analyse montre que l'émergence de solides investisseurs transfrontaliers régionaux a conduit à l'adoption de réformes du secteur avec une politique commune et des principes réglementaires par les pays membres. Ces investisseurs régionaux sont actuellement en train d'accélérer l'intégration régionale des marchés des télécommunications dans la région MENA.

Dans l'ensemble, les défis politiques en faveur d'une intégration régionale plus profonde et plus efficace dans la région MENA sont importants et à multiples facettes. Le processus pour réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires entre les pays au sein de la région, ainsi que vis-à-vis des marchés internationaux, devra continuer. De plus, des opportunités importantes et inexploitées sont perceptibles dans des secteurs qui ont largement été négligés jusqu'ici dans les efforts d'intégration régionale, notamment en matière de facilitation du commerce et du transport, d'ouverture du marché des services

et d'intégration du marché. Il est clair que ces questions méritent d'avoir une priorité plus importante dans le programme politique. Heureusement, toutes les réformes politiques qui y sont associées ne sont pas seulement conçues pour rapprocher les pays de la région MENA, mais tendront également à rendre les économies de la région plus concurrentielles sur les marchés internationaux.

Les progrès des réformes structurelles

Ces dernières années, la région MENA s'est embarquée dans un vaste éventail de réformes pour améliorer l'environnement favorable à la croissance. Cette analyse met l'accent sur des réformes dans trois domaines clés : le commerce, le climat des affaires et la gouvernance. Les conclusions principales peuvent être résumées comme suit :

Les réformes commerciales. Des progrès substantiels ont été réalisés dans la réduction des droits de douane et du temps nécessaire au traitement des importations et exportations. Les droits de douane ont été réduits d'une simple moyenne de 20 % en 2000 à 13 % en 2007, un déclin qui n'a été égalé par aucune autre région au cours de cette période. Cependant, les barrières non tarifaires restent importantes et les performances en matière de logistique commerciale, reflétant la qualité des dispositions en matière de douane, de port et de transport, restent insatisfaisantes.

Les réformes du climat des affaires. Malgré de considérables améliorations dans certains pays (par exemple, en Égypte et en Arabie saoudite), dans l'ensemble, la région a échoué dans ses efforts pour garder le rythme avec les réformes du climat des affaires qui ont eu lieu ailleurs. En termes d'efforts de réformes, elle se positionne au tiers inférieur sur l'échelle mondiale (29^{ème} percentile).

Les réformes de gouvernance. Les progrès en matière de gouvernance ont été mitigés. D'un côté, la qualité de l'administration publique reste relativement élevée dans la région MENA, se positionnant avant l'Asie de l'Est, l'Amérique latine, l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne. Cependant, cette position a connu une baisse par rapport à l'année dernière. D'un autre côté, la qualité de la responsabilisation du secteur public reste très faible dans la région MENA, se positionnant au-dessous de toutes les autres régions du monde. Cependant, en termes d'efforts déployés pour mettre en place des réformes destinées à améliorer la responsabilisation, la région MENA se positionne sur le 67^{ème} percentile, au-dessus de toutes les autres régions. Ce dernier positionnement reflète une série d'améliorations réalisées pour combattre la corruption, remédier aux faiblesses du système judiciaire, améliorer les droits de propriété et simplifier la bureaucratie au sein des pays du CCG.

Tableau 1 : Progrès des réformes structurelles

Pays/région	Politique commerciale		Climat des affaires		Gouvernance : Qualité de l'administration		Gouvernance : Responsabilisation du secteur public	
	Situation actuelle ^a	Progrès des réformes ^b	Situation actuelle ^a	Progrès des réformes	Situation actuelle ^a	Progrès des réformes ^b	Situation actuelle ^a	Progrès des réformes ^b
Algérie	58	69	30	51	43	16	27	56
Bahreïn	—	71	11	—	78	80	25	94
Djibouti	52	47	20	61	—	—	23	75
Égypte, Rép. arabe d'	72	96	21	1	32	11	22	8
Iran, Rép. islamique d'	1	73	37	—	75	62	34	62
Iraq	—	—	49	37	42	94	32	77
Jordanie	50	91	77	12	30	38	0	45
Koweït	58	7	42	3	54	22	32	77
Liban	13	91	31	17	55	29	17	88
Libye	—	—	76	69	4	15	14	65
Maroc	64	55	87	55	75	90	5	68
Oman	44	70	23	8	56	28	8	67
Qatar	—	8	49	52	61	82	20	30
Arabie saoudite	61	87	54	6	71	92	20	84
République arabe syrienne	32	38	33	—	13	48	19	57
Tunisie	56	57	63	10	73	75	27	56
Émirats arabes unis	77	—	30	51	44	2	25	94
Cisjordanie et Gaza	—	—	11	—	23	18	23	75
Yémen, République du	20	87	20	61	32	11	22	8
Moyennes régionales (non pondérées)								
MENA	47	63	44	29	47	47	20	64
Pays pauvres en ressources	51	73	32	42	61	70	27	61
Pays riches en ressources et en main-d'œuvre	28	67	35	17	24	29	19	47
Pays riches en ressources et importateurs de main-d'œuvre	60	49	73	35	53	44	16	74
Asie de l'Est et région du Pacifique	49	43	63	45	46	50	39	41
Europe et Asie centrale	50	55	56	63	54	64	53	56
Amérique latine et Caraïbes	60	57	47	46	43	42	57	42
Pays à revenu élevé de l'OCDE	82	63	84	63	89	48	91	48
Asie du Sud	23	40	46	33	34	51	37	29
Afrique subsaharienne	29	30	26	46	31	45	36	53
Monde	50	50	50	50	50	50	50	50

Source : estimations du personnel de la Banque mondiale.

a. Pour chaque indicateur, les valeurs portées dans la colonne « Situation actuelle » correspondent à la place occupée en 2007 par le pays dans le classement mondial établi en fonction d'un éventail d'indicateurs représentatifs, exprimé sous forme de distribution de fréquences cumulées, le chiffre 100 étant attribué au pays qui applique les « meilleures » politiques au monde, et 0 à celui qui applique les « pires ».

b. Les valeurs portées dans la colonne « Progrès des réformes » indiquent la progression du pays entre 2000 et 2007 (ou entre 2003 et 2007 dans le cas des réformes commerciales et réglementaires) dans un classement mondial établi en fonction de l'évolution de divers indicateurs représentatifs, exprimé sous forme de distribution de fréquences cumulées dans le classement, la valeur 100 étant attribuée aux pays qui ont le plus progressé, et la valeur 0 aux pays ayant le plus régressé.

c. L'indice du climat des affaires contenu dans le rapport « Développements récents et perspectives économiques » de la région MENA de cette année a été sensiblement révisé (ce qui tient à la fois à la modification des indicateurs utilisés et aux révisions considérables apportées aux données historiques), et ne peut être comparé à l'indice paru dans l'édition antérieure de ce rapport.

= non disponible